

Il est naturellement difficile de s'exprimer avec certitude sur les buts précis qu'assignent à leur politique actuelle les dirigeants du Kremlin. Par sa nature, la bureaucratie soviétique — en tant que caste privilégiée en U.R.S.S. qui a usurpé le pouvoir politique des masses soviétiques et les opprime — est encline à redouter mortellement des bouleversements révolutionnaires sur une échelle internationale comme ceux qui résulteront fatalement d'une troisième guerre mondiale. Mais, d'autre part, si elle se persuade que l'impérialisme se prépare à l'attaquer, *le danger immédiat* que celui-ci représente pour elle, pour ses bases sociales, pour son sort, n'étant pas moins grand, peut l'inciter à préparer sa défense.

En réalité, l'état d'esprit actuel de la bureaucratie soviétique, *aux prises avec une situation internationale nouvelle et sans précédent qui la place entre la guerre et la Révolution*, est très probablement celui d'une remise toujours pour plus tard de l'échéance fatale, *en essayant par tous les moyens* — comme elle le fait jusqu'à maintenant — de gagner du temps.

C'est dans ce but qu'elle joue sur les antagonismes qui opposent les puissances impérialistes entre elles et sur les difficultés de la situation particulière de chacune d'elles.

Les deux récentes initiatives de la diplomatie soviétique sur la question allemande et la Conférence Economique de Moscou doivent être comprises de ce point de vue. Afin de retarder sinon d'empêcher l'intégration de l'Allemagne occidentale dans la coalition atlantique qui est en train d'aboutir, Moscou a pris à la dernière minute l'initiative de proposer par sa note du 10 mars 1952 une solution de la question allemande qui pourrait plaire à la fois aux Allemands et en partie aux Français et aux Anglais.

Elle a fait miroiter par cette note la possibilité de restaurer à la fois un Etat allemand unifié, souverain, et neutre, correspondant aux désirs de la grande majorité des masses allemandes et qui apaiserait d'autre part les craintes qui sévissent toujours à l'égard de l'Allemagne parmi les cercles influents de la bourgeoisie française et anglaise, ainsi que parmi de larges couches de ces deux pays. La neutralité surveillée de l'Allemagne pourrait être effectivement une garantie en cette matière.

Misant plus particulièrement sur les sentiments, les susceptibilités et même les intérêts qui animent la majorité des masses allemandes et une grande partie de la bourgeoisie allemande, la note du 10 mars visait avant tout à revivifier la résistance allemande à une intégration accélérée et forcée du pays à la coalition atlantique, recherchée sans aucun doute avant tout par les Etats-Unis.

Malgré le caractère « restrictif » de la deuxième note soviétique du 10 avril que lui trouve la presse capitaliste internationale, il est d'ores et déjà clair que cette initiative de Moscou a atteint au moins un but : celui de revigorer la résistance en Allemagne à la politique « atlantique » d'Adenauer et de retarder l'inclusion du pays militairement et politiquement dans la coalition impérialiste dirigée par Washington.

Une nouvelle course de vitesse est engagée de ce fait entre les Etats-Unis et Moscou, dont l'enjeu immédiat est l'Allemagne.

En réalité cependant, l'enjeu est beaucoup plus ample. Si Moscou arrive à « neutraliser » l'Allemagne, la coalition atlantique perdra le potentiel économique et militaire de loin le plus important de tous les autres pays européens. « L'armée européenne » risque dans ce cas de devenir encore plus fantomatique qu'elle ne l'est actuellement, et les divisions de Lisbonne n'auront jamais aucune chance de devenir une réalité.

D'autre part, les Etats-Unis perdront leur principale base militaire